



Déclarations et Discours

N° 84/11

ACHEMINONS-NOUS VERS UNE COLLABORATION PLUS ÉTROITE AVEC LES ÉTATS-UNIS.

Notes pour une allocution de M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au *Strategic Planning Forum* (forum de planification de stratégie), le 25 octobre 1984, à Ottawa.

...En Amérique du Nord, une bonne partie des discussions sur les politiques du nouveau gouvernement ont porté sur des programmes particuliers, sur des changements à apporter au Programme énergétique national (PEN) ou à l'Agence d'examen de l'investissement étranger (FIRA). Ces programmes feront effectivement l'objet de changements; nous en communiquerons les détails après le discours du trône, en novembre, et une fois que nous aurons procédé aux consultations nécessaires avec les gouvernements provinciaux et d'autres groupes intéressés. Ce matin, plutôt que de spéculer sur ce que nous ferons, je voudrais discuter avec vous du pourquoi de nos actions. Je veux ouvrir un débat, non le fermer. Je veux vous faire part de certaines des hypothèses sur lesquelles je me fonde en tant que ministre senior du nouveau gouvernement et vous inviter ainsi que d'autres Canadiens à soumettre des propositions pratiques qui permettraient au Canada d'exceller — non pas seulement de survivre — et éviteraient à coup sûr une régression, dans un monde à la fois transformé et en voie de transformation.

Permettez-moi une digression sur deux « précisions » (comme on les appelle à High River). Parlons d'abord, du PEN et de la FIRA. Sans vouloir voler la vedette à mes collègues, je tiens à dire que les habitants des petites villes situées à proximité du gisement de pétrole de Pembina dans l'ouest de l'Alberta, ont tendance à mesurer le succès du Programme énergétique national moins en fonction de la publicité télévisée de Pétro-Canada qu'en fonction des pertes d'emplois constatées dans les secteurs du forage et des services de leur localité. Un chargé de développement à Scarborough ou à Longueuil, a, quant à lui, tendance à considérer l'investissement étranger du point de vue de l'emploi et non de la souveraineté. Les gens de la région de Pembina, de Longueuil ou de Scarborough peuvent avoir tort, mais le 4 septembre ils ont été plutôt catégoriques. Ils estiment que les programmes que je viens de mentionner sont néfastes et, ce faisant, ils se placent dans une perspective strictement canadienne, leurs raisons ne tenant compte d'aucun intérêt étranger. Ils estiment que ces programmes servent mal les intérêts du pays. Et notre gouvernement a un mandat national — une obligation nationale, à notre avis — de changer les programmes qui n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Souvent, ces changements influenceront sur nos relations avec d'autres pays, mais il s'agit là d'une conséquence secondaire.

La deuxième « précision » a trait à cette partie du monde qui n'est pas située sur le continent nord-américain. En accordant dès le début de notre mandat la priorité à nos relations avec notre plus important partenaire commercial, nous risquons de nous voir accusés de négliger d'autres obligations concernant d'autres régions du monde et d'autres possibilités qui s'offriraient ailleurs. Nos actions montreront que cette priorité n'est ni exclusive ni excessive. Nous avons, vis-à-vis du reste du monde, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, du Traité sur la non-prolifération, des marchés d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient, un engagement qui exige — et qui, en fait, recevra —